

Les forêts françaises promises à produire plus



Collectif et syndicats ne voient pas comment on peut en même temps produire plus de bois tout en réduisant les personnels.

Photos Clotilde VERDENAL.

La politique forestière française tient à produire plus. Le tout jeune collectif SOS Forêts-Lorraine dénonce l'idée et les procédés à la commission européenne et à l'ONU.

Tout est parti de Saint-Dié-des-Vosges. Plus précisément de son dernier festival de géographie consacré à la forêt. De discussions en débats citoyens, un collectif est né. Comptant actuellement 31 associations écologiques, partis et mouvements politiques, il a pris pour nom SOS Forêts-Lorraine.

Hier, le collectif s'est réuni à Velaines-en-Haye pour décider des mesures et des actions à prendre.

Bois énergie

« Il faut remonter au Grenelle de l'environnement qui demandait de produire plus de bois tout en préservant mieux la biodiversité et au discours d'Urmatt de Nicolas Sarkozy de mai 2009 consacré à la forêt », résume Frédéric Bedel, membre du collectif et affilié à Solidaire.

« Dans le même temps, on applique la révision globale des politiques publiques, ce qui se traduit à l'ONF par des non remplacements de départs. » Selon ce syndicaliste, la Lorraine a perdu 25% de ses forces vives. Collectif et syndicats ne voient pas comment on peut en même temps produire plus de bois tout en réduisant les personnels. « On reçoit déjà des instructions qui intensifient les coupes de bois. Pour nous, la gestion durable est mise à mal. On se rend bien compte que les gros projets industriels ne visent que le court terme, le bois énergie ».

Or, le collectif rappelle qu'une forêt s'envisage sur le très long terme. « Cela ne sert à rien de raisonner en quantité, cela valorise très mal le bois. Aujourd'hui, des grumes de chêne partent en Chine, alors que des petites scieries locales ferment. Produire plus de bois ne résoudra rien », estime le collectif.

La réécriture en cours du code forestier participe aussi à l'inquiétude des professionnels. « On nous assure qu'il sera réécrit soi-disant à droit constant », SOS Forêts-Lorraine attend d'analyser le résultat avant de prendre position.

Au terme de la réunion d'hier, le collectif a décidé d'écrire à la commission européenne et à l'ONU « pour dénoncer les orientations illégales de la politique forestière française ».

Il se prépare aussi à remettre ses contre-propositions dans le livre vert, mis en place pour l'année internationale de la forêt.

M.-O.N.